

Revue du Nouvel-Ontario

REVUE DU
NOUVEL-
ONTARIO

Un engagement imprévu (1982-1988)

Jean-Pierre Pichette

Number 43, 2018

La *RNO*... déjà 40 ans!

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1058525ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1058525ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut franco-ontarien

ISSN

0708-1715 (print)

1918-7505 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Pichette, J.-P. (2018). Un engagement imprévu (1982-1988). *Revue du Nouvel-Ontario*, (43), 27–33. <https://doi.org/10.7202/1058525ar>

Tous droits réservés © Institut franco-ontarien, 2018

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Un engagement imprévu (1982-1988)

JEAN-PIERRE PICHETTE

Directeur de la *Revue du Nouvel-Ontario* (1983-1986)

L'invitation de la rédactrice en chef à participer à ce numéro du quarantième anniversaire de la *Revue du Nouvel-Ontario* me ramène à Sudbury il y a déjà sept lustres et à mes années de découverte de l'Ontario français. Elle me remet en mémoire des souvenirs de nature bien personnelle avec une interprétation toute subjective de ma contribution à ce périodique, ce dont je m'excuse à l'avance, à commencer par la visite impromptue que me rendit Gaétan Gervais un jour de l'automne 1982.

Monté à l'Université de Sudbury – par le « chemin du Paradis » – en compagnie de Georges Bélanger, de Fernand Dorais et de François-Xavier Ribordy, Gervais me présente brièvement la *Revue du Nouvel-Ontario*, que publie l'Institut franco-ontarien (IFO) depuis 1978, et son comité de rédaction; admis à l'IFO en mai 1982, j'avais eu l'occasion d'en feuilleter les premiers numéros. Sans autre préambule, il m'explique l'urgence de la situation, spécialement le retard de production accumulé et la difficulté de recruter un rédacteur en chef pour la revue; de but en blanc, il me presse d'en prendre la direction, rien de moins. Paf! Il m'assure, bien entendu, de l'appui du comité, ce que les membres, tous présents, corroborent, et, pour dorer la pilule, il annonce que le

thème du prochain numéro est connu : le centenaire de Sudbury (1883-1983). Paf! encore... Cet assaut, subit autant qu'inattendu, et l'insistance de ce front commun, débarqué, me semblait-il, sous le prétexte d'une rencontre d'information, me laissent pantois. Han?... Ai-je bien compris? J'ai beau invoquer mon ignorance complète du milieu, l'argument ne convainc personne. Trop candide pour songer même à me réserver un temps de réflexion, vaguement enjôlé sans doute par la confiance qu'on me témoigne, je finis par accepter cette responsabilité indésirée. Néanmoins, conscient de la lourdeur de la tâche – qui ferait concurrence à l'achèvement de ma thèse de doctorat et à la préparation de nouveaux cours –, j'insiste : ma direction sera intérimaire, le temps d'opérer les changements nécessaires en clarifiant les rôles de l'équipe de rédaction.

Ce choc me révélait un trait particulier, voire un réflexe, en milieu minoritaire, où tout jeune collègue engagé dans la recherche est vite remarqué, puis sollicité. Mon cas en est l'illustration classique. Peu après mon arrivée à Sudbury en 1981, pour occuper le deuxième poste de professeur de littérature orale que l'Université de Sudbury venait de créer, le nouveau directeur du Conseil de l'enseignement en français de l'Université Laurentienne avait déjà montré de l'intérêt pour mes premiers travaux et ma toute fraîche expérience d'éditeur. Gervais avait appris que je dirigeais la collection « Mémoires d'homme » pour un éditeur montréalais¹ – peut-être par *La Criée*, le bulletin départemental que je rédigeais chaque semestre depuis avril 1982. Progressivement, il allait m'intégrer à la communauté universitaire franco-ontarienne et m'associer

¹ Entre 1978 et 1982, huit titres consacrés à la littérature orale, dont mon livre sur les jurons québécois, avaient paru dans cette collection chez les Quinze à Montréal.

à ses recherches; je le suivrai notamment aux conseils d'administration de l'IFO (1984-1989), où nos efforts visèrent à recentrer les énergies sur la recherche plutôt que sur les activités sociales, et de la Société historique du Nouvel-Ontario, qui me chargea de la publication de ses « Documents historiques » (1986-2005).

Comme directeur de la revue, je succédais à Donald Dennie (nos 1-3, 1978-1981) et à Fernand Dorais, responsable du numéro célébrant les dix ans de l'éditeur *Prise de parole* (no 4, 1982)². Pendant mon mandat, la revue fera paraître cinq numéros (1982-1988) : *Un centenaire : Sudbury 1883-1983* » (no 5, 1983); *Les Franco-Ontariens dans leur regard et dans le regard des autres* (no 6, 1984); *Pour l'université française en Ontario* (no 7, 1985) [rédacteur invité : Normand Frenette]; *Minorité culturelle et institutions : l'Ontario français* (no 8, 1986) [rédacteur invité : Gaétan Gervais]; et *L'Immersion et les Franco-Ontariens* (no 9, 1987) [sous la direction de Benoît Cazabon].

Afin de rattraper le décalage, le comité de rédaction met aussitôt en œuvre une nouvelle politique de planification de ses volumes annuels. Il fait d'abord du numéro sur le centenaire de Sudbury un volume double (peine perdue, car il porte le numéro 5, un numéro simple); il distingue ensuite le rôle de directeur de la revue, régissant avec son comité l'ensemble des opérations, de celui de rédacteur invité, chargé d'élaborer une livraison thématique (du dépôt du projet, avec plan et orientations, jusqu'à la table des engagements contractés, selon une amplitude maximale de deux ans); et il dresse la liste, avec date de tombée, des rédacteurs invités qui composeront

² Georges Bélanger, *Rapport des années 1981-1983*, Institut franco-ontarien, Sudbury, Université Laurentienne, mai 1983, p. 2.

parallèlement les numéros 7 à 12. On parviendra ainsi à régulariser la périodicité sans tout à fait combler le retard³.

L'Institut franco-ontarien vivait alors des heures pénibles⁴. Fondé au sein de l'Université Laurentienne, l'IFO, qui ne disposait pas du soutien habituel de cette institution, aspirait à une reconnaissance officielle pour garantir l'avenir de ses activités; durant toute cette période, il chercha constamment et de plusieurs façons à sensibiliser l'administration à ses besoins. Curieusement, l'Université s'appêtait à subventionner, sur la base de promesses, des instituts anglophones fraîchement créés. Pourtant l'IFO avait produit de nombreuses recherches, publié rapports et articles, et fait paraître depuis 1978 diverses publications et sa *Revue du Nouvel-Ontario* sans avoir encore une telle assurance⁵.

La situation n'était pas nouvelle. Gaétan Gervais, qui avait examiné les divers avatars du Conseil de l'enseignement en français, l'organisme dont il était directeur, allait tirer la conclusion suivante : « Le problème des francophones à la Laurentienne est d'ordre structurel. Le souhait des hauts administrateurs de voir l'avancement des dossiers français ne suffit pas. Les francophones sont en marge du processus décisionnel, y compris le CEF. Les francophones continueront de perdre du pouvoir dans

³ Cette politique sera formulée plus tard et adoptée le 25 avril 1986.

⁴ Des débats avaient cours sur la légèreté et l'emballlement excessif qui avaient mené à la création de l'Université canadienne à Villefranche-sur-Mer, en France, et pointaient les déficits que cette initiative hasardeuse du recteur John Daniel (1984-1989, celui même qui tenta d'obtenir une sabbatique après son premier mandat) encourait.

⁵ L'IFO obtiendra finalement gain de cause en 1987, à l'occasion de sa dixième assemblée annuelle, mais les tiraillements persisteront au sujet de la nomination de son directeur.

toute structure qui ne leur permet pas de prendre des décisions et de les exécuter⁶ ».

Au début de 1986, pour officialiser son statut et pérenniser sa revue, la direction de l'IFO voulut tout de même rencontrer le nouveau vice-recteur à l'enseignement et à la recherche. Ce dernier, après quelques hésitations, finit par y acquiescer. Mais, le jour de notre rencontre, sa désinvolture étonna. Prenant visiblement la pause entre deux réunions, il entra en sirotant son café, sans préparation ni *vade-mecum*, s'assit et posa ses pieds sur une table. Tournant le dos à une partie de ses interlocuteurs, il écouta avec condescendance nos doléances. Quand il prit la parole, ce fut pour se désengager. Au sujet de la *Revue du Nouvel-Ontario*, qu'il avait probablement parcourue, il nota que les revues universitaires n'avaient plus la cote, qu'elles devaient chercher des subventions auprès des organismes subventionnaires et, à cette fin, obtenir une crédibilité en mettant sur pied un comité scientifique externe. Assuré d'avoir bien clos le dossier, il se retira.

La frustration provoquée par cette fanfaronnade menaçait de décourager l'équipe qui avait espéré un accueil plus empathique envers ses légitimes revendications. Mais, réflexion faite, le vice-recteur venait de nous livrer la clé du problème. Puisqu'il était désormais clair que son université n'allouerait aucun crédit à notre projet, il fallait au plus tôt constituer un comité scientifique puis demander une subvention au Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH). Nous n'aurions ainsi plus de comptes à rendre à cette institution et préserverions notre indépendance.

⁶ Gaétan Gervais, *Rapport à l'Assemblée générale des professeurs francophones de l'Université Laurentienne*, 5 mai 1986.

Le projet mijota jusqu'à l'assemblée générale de l'IFO qui, à sa réunion du 25 avril 1986, résolut de constituer le comité scientifique. Le 17 septembre suivant, le comité de rédaction confirme donc son intention de recourir couramment à des évaluateurs externes autant qu'internes et de nommer un conseil arbitral à majorité externe en vue d'améliorer le calibre universitaire de notre périodique et de le faire reconnaître comme une authentique revue savante. Dès lors, on dresse une liste préliminaire de 72 candidats susceptibles d'en faire partie. On en extrait une vingtaine de chercheurs éminents représentant toutes les parties du Canada et les disciplines des sciences humaines, et qui sont particulièrement intéressés à l'Ontario français ou dont l'expertise peut s'appliquer au contexte des études franco-ontariennes. Le directeur contacte personnellement chacun d'eux et, à la fin d'octobre 1986, le comité nomme son premier conseil arbitral, formé des 19 membres qui ont spontanément accepté de jouer le rôle d'experts pour notre revue⁷. Cette liste paraîtra pour la première fois dans le numéro 7 (1985) de notre revue *Pour l'université française en Ontario* diffusé en avril 1987.

Restait à préparer une demande de financement auprès d'un organisme subventionnaire. Sous le patronage de l'IFO, le directeur de la revue la présenta au concours de 1988 du programme d'aide aux revues savantes. Lors de la promulgation des résultats, comme les membres de l'IFO, le vice-recteur se sera certainement réjoui d'apprendre que la *Revue du Nouvel-Ontario* avait suivi ses recommandations inspirées et que le Conseil de

⁷ Jean-Pierre Pichette, « Rapport du comité des publications », dans *Rapport de l'année 1986-1987 présenté à l'Assemblée annuelle des membres de l'IFO le 24 avril 1987*, Institut franco-ontarien, Sudbury, Université Laurentienne, p. 23-28.

recherche en sciences humaines du Canada la reconnaissait officiellement et lui attribuait une aide financière pour une durée de trois ans⁸. C'est Benoît Cazabon qui aura la satisfaction d'annoncer la nouvelle dans sa présentation du numéro 9 *L'Immersion et les Franco-Ontariens* (1987) paru sous sa direction.

En ce qui me concerne, j'avais relevé le défi de faire de notre *Revue du Nouvel-Ontario* une publication de bon calibre et titulaire d'une subvention. Engagé dans d'autres travaux de recherche, je jugeai que mon intérim avait assez duré et cédai la place de directeur tout en participant encore quelque temps au comité de rédaction. Chaque année, après la lecture de mon rapport à l'assemblée générale de l'IFO, j'ajoutais que le poste de directeur de la revue était toujours ouvert à qui le désirait. Mon collègue Benoît Cazabon voulut bien prendre le relais.

Mon passage à la *Revue du Nouvel-Ontario* forme un bien court épisode dans l'histoire de ce périodique; il reste néanmoins indissociable du coude-à-coude cordial d'une poignée de collègues qui ont œuvré au sein de l'Institut franco-ontarien et qui ont milité pour le renouvellement et la reconnaissance de ce centre de recherche. Au départ engagé bien involontairement, voire conscrit, dans le combat intellectuel franco-ontarien, je m'y suis par la suite résolument investi en me joignant aux équipes de chercheurs du *Dictionnaire des écrits de l'Ontario français* (1982-2010) et de la Société Charlevoix (fondée en 1992). J'en contemple aujourd'hui les bénéfices scientifiques avec, en prime, des amitiés durables.

⁸ Après ces trois ans (nos 9, 10 et 11), la subvention du CRSH sera reconduite pour une autre année comme le montre la livraison suivante (n° 12).